

TCHALA DEVELOPMAN

One-Pager : **Corruption**

Par Me Saül BELZOR

PROJET TCHALA DEVLOPMAN

Rapport sur la thématique : Corruption

Rédaction : Me Saül BELZOR

Lecture critique : Thomas LALIME, Ph.D.

Mars 2025

« La corruption, un véritable obstacle au développement national »

Introduction

La corruption est un phénomène indésirable, car elle fait obstacle à la croissance, au développement économique et au progrès social. Selon une enquête réalisée par la Banque mondiale en Haïti en 2007, « 93 % des ménages signalent que la corruption est un problème très grave » (BM, rapport final mai 2007). Elle suscite l'intérêt des médias et crée quotidiennement des scandales mondiaux qui provoquent de l'indignation chez la population. Haïti n'en est pas épargnée, en témoignent les rapports de soupçons de corruption de ces dernières années : le dossier de 100 millions de gourdes de la BNC, le dossier du FNE, le dossier du fonds Petro Caribe, le dossier de la CAS, etc. A travers ce travail, nous allons présenter d'abord les problèmes cruciaux de la corruption en Haïti. Nous étudierons ensuite les résultats des solutions apportées par d'autres pays qui ont fait face à des problèmes similaires. Nous analyserons enfin l'adaptabilité et l'applicabilité de ces solutions en Haïti.

1. Identification des problèmes cruciaux

1.1. Obstacle à la croissance économique (WBC, rapport final, mai 2007 ; Brodeur 2012, ULCC-SNLCC)

Se questionnant sur les relations entre la corruption et la pauvreté, le professeur Robert Klitgaard a déclaré que « la corruption et l'instabilité politique sont les deux faces de la même médaille » (Klitgaard, 1998, p.5). Quand la corruption sape les règles du jeu, par exemple, le système judiciaire, les droits de propriété, ou encore les activités bancaires et le crédit, elle anéantit le développement économique et politique. Quand elle permet aux pollueurs de souiller les rivières ou les hôpitaux, d'extorquer aux patients des paiements exorbitants ou illicites, elle peut provoquer des ravages écologiques et sociaux. En effet, la corruption peut être considérée comme une très grosse industrie. C'est ce qu'a exprimé Bruce Benson en disant que la corruption représente un véritable « marché noir des droits de propriété ». Cependant, quantifier le volume annuel de transactions



douteuses, serait pratiquement impossible. « Chaque année, 1000 milliards de dollars sont versés en pots-de-vin et 2600 milliards de dollars sont volés à cause de la corruption », rapportent les Nations-Unies. Telle que mesurée, la corruption représente 5 % du PIB mondial » (BM, 2020). Ce chiffre représente, peut-être la partie immergée de l'iceberg, tant le contrôle des entreprises mondiales est une charge titanesque, mais également parce que de nombreux facteurs ou milieux ne sont pas pris en compte (Barthoulot, 2009, p11-12). Tant qu'elle reste impunie, il n'y aura pas de développement économique et de progrès social. Les ressources économiques qui pourraient être utilisées à des fins sociales, seront détournées par une clique à son profit. Une analyse de régression indique qu'un pays qui passe de 6 à 8 dans l'indice de corruption augmente en général les crédits de l'éducation nationale de 1/2 % du PIB, ce qui représente une variation des plus considérables. Ce résultat donne à penser, car il est de plus en plus prouvé qu'un niveau d'éducation plus élevé favorise la croissance économique (Klitgaard, 1998, p.12).

1.2. **Affaiblissement de la justice (WBC, rapport final mai 2007 ; Brodeur 2012 ; ULCC-SNLCC)**

Le principe fondamental de la justice dans une société démocratique est l'égalité de traitement devant la loi. Quand un système judiciaire est corrompu, la voix de l'innocent est ignorée, le coupable agit en toute impunité. Les travailleurs de la justice contournent la loi en toute impunité, les dossiers sont négligés, les procédures ne sont pas respectées et les peines prononcées sont douteuses. François Valérien, président de Transparency International disait que : « La corruption aura de beaux jours devant elle tant que les systèmes judiciaires ne pourront pas sanctionner les actes répréhensibles et maintenir les gouvernements sous contrôle. Lorsque la justice est achetée ou fait l'objet d'ingérences politiques, c'est le peuple qui en pâtit. Les dirigeants doivent investir sans retenue dans les institutions chargées de faire respecter la loi et de lutter contre la corruption, et garantir leur indépendance. Il est temps de mettre fin à l'impunité dont jouit la corruption », (Berlin, 2024 – IPC 2023). A travers ce discours, on peut comprendre le poids de la corruption dans la justice, qui engendre le déni de justice, l'impunité, l'absence de réparation pour les victimes, l'injustice sociale, etc. Daniel Eriksson, directeur général de Transparency International a déclaré que : « La corruption aggrave l'injustice sociale et affecte de manière disproportionnée les plus vulnérables. Dans de nombreux pays, les victimes de la corruption se heurtent encore à des obstacles qui les empêchent d'obtenir justice. Il est temps de faire tomber ces obstacles et de faire en sorte que les gens puissent accéder à la justice de manière efficace. Tout le monde mérite un système juridique équitable et inclusif au sein duquel la voix des





victimes est entendue à chaque étape. Tout système qui ne l'est pas, constitue un affront à la justice.» (Transparency International, IPC 30 janvier 2024).

1.3. Service public médiocre (WBC, rapport final mai 2007 ; Brodeur 2012 ; ULCC-SNLCC)

L'objet principal de l'administration publique est de satisfaire les besoins collectifs à l'ensemble des citoyens. Un service public doit obéir aux principes de continuité, d'adaptabilité, d'efficacité, de qualité et de réactivité. Une administration publique qui utilise largement les méthodes archaïques, le traitement manuel, la non-existence ou la rareté des informations réglementaires ; l'absence de procédures et d'agents compétents et qualifiés, qui priorise le favoritisme et le despotisme, favorise que les corrupteurs règnent en maître et seigneur. A longueur de journée, on constate la dégradation de la qualité de service public et de son efficacité à satisfaire l'utilisateur. Quand la corruption s'en mêle, l'administration publique est incapable d'assurer le service public. Il est fréquent en Haïti de monnayer pour avoir un service dans l'administration publique. Les corrupteurs parfois, exigent des pots-de-vin, des avantages en nature et parfois des faveurs sexuelles. Ainsi, la corruption porte gravement atteinte à la société, à la démocratie, à l'économie et aux citoyens. Elle sape les institutions dont nous dépendons et affaiblit leur crédibilité ainsi que leur capacité à mettre en œuvre des politiques publiques et à fournir des services publics de qualité. Elle joue un rôle de catalyseur de la criminalité organisée. Il est donc essentiel de prévenir et de combattre efficacement la corruption, pour préserver les valeurs de l'Etat de droit et la confiance placée dans ceux qui gouvernent et dans les institutions publiques. Les effets négatifs de la corruption se font sentir dans le monde entier, sapant les efforts déployés pour instaurer la bonne gouvernance, la prospérité et pour atteindre les objectifs de développement durable.

2. Solutions existantes et faisables :

- 2.1. Pour lutter contre ce fléau, le Danemark a mis en place une politique "Tolérance zéro" contre la corruption qu'il a défini autour de 7 axes (Berlin, 2024 – IPC 2023) (Vedrenne, décembre 2013).

2.1.1. Avoir des institutions fortes (transparency International, 2012 ; Vedrenne, europe 1, 2013)

Les Danois ont consacré beaucoup d'efforts à l'amélioration de leur système national d'intégrité. Ils ont créé une institution de médiation publique et d'un bureau d'audit national chargé de surveiller la gestion de l'argent public.





D'autre part, ils ont responsabilisé les ONG qui ont un rôle vital en tant qu'intermédiaires entre la société civile et l'État. Le principe de "Tolérance zéro" s'applique autant dans l'administration danoise chargée de la gestion de l'aide publique que parmi les acteurs, les partenaires et les bénéficiaires de cette aide. Selon la loi danoise sur la corruption adoptée en 2002, les représentants du gouvernement danois sont tenus de publier chaque année des informations sur leurs biens et leurs revenus personnels. Il est impératif de signer un contrat spécial qui inclut l'engagement des signataires à refuser toute forme de pots-de-vin. La réticence à signer un tel accord peut être un motif sérieux de refus d'embauche. En cas de violation, l'employé est licencié et une marque spéciale apparaîtra dans le dossier personnel de l'employé, avec des détails sur la cause sous-jacente.

2.1.2 Disposer de ressources adéquates pour garantir le respect des lois (Vedrenne, europe 1, 2013)

Pour s'assurer de la mise en œuvre de leurs politiques "Tolérance zéro", les danois ont consacré 1,2 % de leur PIB aux domaines de la justice et de la sécurité. Ils bénéficient de moyens financiers et humains conséquents qui permettent aux institutions d'accomplir correctement leurs missions.

2.1.3 Une justice indépendante (Vedrenne, europe 1, 2013 ; Européen justice, système Danemark)

L'Administration judiciaire danoise ; une nouvelle institution indépendante instaurée le 1er juillet 1999, s'assure du fonctionnement de chaque juridiction selon les normes. Cet organe assure la bonne gestion des fonds, du personnel, des bâtiments et des systèmes informatiques des juridictions et de la commission d'autorisation des recours. L'administration judiciaire danoise est placée sous la supervision d'un conseil d'administration et d'un directeur. Elle relève du ministère de la Justice, mais le ministre n'a aucun pouvoir d'instruction et ne peut modifier les décisions de l'administration judiciaire danoise.

2.1.4 Une culture de la transparence (Vedrenne, europe 1, 2013)

La transparence permet aux citoyens de garder un œil sur ce qui se passe et de s'assurer que les élus travaillent pour le bien de la collectivité. Plusieurs outils ont encouragé cette transparence : la divulgation des activités des groupes de pression qui cherchent à influencer les politiques





; l'accès aux données publiques ainsi que les déclarations d'intérêts, voire de patrimoine. Le pays a également ses propres codes d'éthique et d'honneur pour les fonctionnaires. Par conséquent, toute personne soupçonnée de corruption devra prendre congé de sa carrière instantanément. Les déclarations d'intérêts ont par ailleurs une importance significative. Lorsqu'un parlementaire a précédemment siégé au conseil d'administration d'une grande entreprise minière, il est essentiel que cela soit divulgué. Si ce dernier prend des décisions liées au secteur minier, le risque de conflit d'intérêt devient public. La transparence est donc bénéfique, en particulier à une époque où les citoyens ont très peu confiance en leurs élus.

2.1.5 La participation des médias (Vedrenne, europe 1, 2013)

Les journalistes contribuent également à la transparence d'un régime et "au Danemark, l'information est traditionnellement bien plus transparente qu'ailleurs". Les médias jouent un rôle central. De nombreux cas de fraudes présumées ont été révélés par ces derniers, avant que les autorités compétentes ne s'emparent du sujet. Une observation corroborée par le rapport du Système national d'intégrité publié en 2012 au Danemark.

2.1.6 Des élus exemplaires (Vedrenne, europe 1, 2013)

La tolérance plus ou moins grande envers la corruption dépend beaucoup de la culture, un élément que les élus participent à façonner. Le dernier élément pour apaiser les relations entre le monde politique et les citoyens réside dans le fait que les élus adoptent un comportement en accord avec la légalité. Plusieurs autorités sont impliquées dans la lutte contre la corruption, la promotion des bonnes pratiques administratives, et le respect du cadre juridique. Il s'agit en particulier de l'autorité de surveillance financière, du médiateur parlementaire et du Bureau du Contrôleur général.

2.1.7 Et une affaire de contexte (Vedrenne, europe 1, 2013)

La lutte contre la corruption dépend aussi de la bonne santé d'un pays. La crise économique renforce les égoïsmes et favorise les pratiques illégales. Jusqu'à récemment, le Danemark a connu une prospérité remarquable, ce qui a influencé sa culture politique, traditionnellement ouverte et tolérante.





- 2.2.** La Roumanie, deuxième exemple de lutte contre la corruption en Europe. Pour mener son combat, elle a mis l'accent sur la réforme législative et la mise en place d'institution forte.

2.2.1. Institution forte de lutte contre la corruption (Ma-Dupont, mars 2016)

En 2002, la Roumanie a créé la Direction nationale anticorruption (DNA). Institution indépendante, les procureurs de la DNA enquêtent, arrêtent et mettent en examen. Dirigée par Laura Codruța Kövesi depuis mai 2013, le budget de la DNA en 2015, était de 22 millions d'euros et 120 procureurs y travaillent. Au-delà des chiffres, personne n'est épargnée. En juin 2015, Victor Ponta, à l'époque Premier ministre, a été contraint de démissionner suite à sa mise en examen pour blanchiment d'argent, conflit d'intérêts, évasion fiscale, faux et usage de faux, ainsi que quatre de ses ministres, dix maires de grandes villes, neuf présidents de conseils régionaux et quatorze élus siégeant au Parlement. En septembre 2015, le maire de Bucarest Sorin Oprescu a été accusé par la DNA d'avoir mis en place un système de pots-de-vin.

2.2.2. Une institution responsable de l'intégrité (Ma-Dupont, mars 2016)

Créé en 2022, l'Agence nationale pour l'intégrité (ANI), une autre institution indépendante en charge de la lutte contre la corruption. Elle traque les cas d'enrichissement personnel, de conflit d'intérêts et d'incompatibilité impliquant ministres, élus ou hauts fonctionnaires. Elle contrôle et publie les déclarations de patrimoine de l'ensemble des personnes occupant une charge publique.

2.2.3. Nouveau Code en vigueur (Ma-Dupont, mars 2016)

Le 1er février 2014, un nouveau Code pénal et un nouveau Code de procédure pénale ont entré en vigueur. Ils constituent un facteur déterminant dans la politique de lutte contre la corruption. Avec ces Codes, de nouvelles dispositions sont prises pour réduire la peine des repentis qui coopèrent avec la justice dans la lutte contre la corruption.



3. Résultats des solutions existantes faisables

3.1. Les Résultats au Danemark

3.1.1. Qualitatif : (Berlin, 2024 – IPC 2023)

Transparency International montre que dans la plupart des pays, la lutte contre la corruption du secteur public n'a pas ou peu progressé. Cependant, plusieurs pays dominent le classement mondial depuis plusieurs années. C'est par exemple le cas du Danemark. L'une des raisons pour lesquelles le niveau de corruption au Danemark est faible est que, la plupart des entreprises suivent une politique de "Tolérance Zéro". Le Danemark fait partie des trois pays en tête du classement mondial de l'indice de perception de corruption, de 2013 à 2023 à côté de la Finlande et la Nouvelle-Zélande comme pays moins corrompus du monde. Grâce au bon fonctionnement de leurs systèmes judiciaires, ces pays sont également parmi les mieux classés selon l'indicateur État de droit.

3.1.2. Qualitatif : (WJP 2023, 25 octobre 2023)

Avec des institutions fortes et un système juridique efficace, fiable et accessible pour les nationaux et même les ressortissants étrangers peuvent s'attendre à bénéficier d'un procès équitable de la part du système judiciaire au Danemark. Ce qui donne au pays une bonne réputation, lui permettant d'être le mieux classé dans l'indice WJP 2023, comme État de droit.

3.1.3. Quantitatif : (CAMDESSUS, mai 2023)

Le Danemark en 2021 a atteint un taux de croissance du PIB de 4,9 %. Ayant touché par le conflit russo-ukrainien, les conséquences directes pèsent désormais sur la dynamique sur laquelle la croissance du PIB qui a atteint 3,8 % en 2022, devrait marquer le pas en 2023, pour s'établir à 0,6 %. Des données qui montrent la santé du pays à tous les points de vue.

3.2. Les résultats à la Roumanie

3.2.1. Qualitatif : (Ma-Dupont, mars 2016)

Avec la Création de la Direction nationale anticorruption, (DNA) et à l'arrivée en mai 2013 de Laura Codruta Kövesi, la cheffe du parquet national anticorruption,



les résultats sont palpitants pour les Roumains. Selon un rapport publié en 2014 par l'Union européenne, la DNA est considérée comme l'une des cinq institutions anti-corruption les plus efficaces en Europe. La campagne anticorruption a semé « la peur ». Cette rigueur mènerait certains fonctionnaires roumains à mener « la grève du stylo » plutôt que de risquer de finir en prison. La lutte anticorruption a fait naître une société civile au pays.

3.2.2. Quantitatif : (Ma-Dupont, mars 2016)

Un bilan record a été atteint : 9 100 dossiers traités et plus d'un millier de personnes traduites en justice, un chiffre qui représente le double de l'année précédente 2013. De plus, 90 % des enquêtes ouvertes par ses services, aboutissent à des condamnations.

3.2.3. Quantitatif : (Institut national des statistiques, 05 mai 2021)

Avec une croissance annuelle moyenne de +6,2 %, portant le PIB de 40,6 Md€ à 146,6 Md€, l'économie roumaine est en plein « boom ». Entre 2012 et 2019, le PIB a crû de +4,1 % en moyenne par an, pour Avec une croissance annuelle moyenne de +6,2 %, portant le PIB de 40,6 Md€ à 146,6 Md€, l'économie roumaine est en plein « boom ». Entre 2012 et 2019, le PIB a crû de +4,1 % en moyenne par an, pour s'établir à 223,0 Md€ fin 2020. Avec une politique budgétaire procyclique lancée en 2015, l'économie roumaine a connu un pic de croissance en 2017 de 6,9 %, le deuxième taux de croissance le plus élevé de l'UE avec un PIB par habitant en SPA équivalent à 70 % de la moyenne de l'UE en 2018 contre 44 % en 2007. En 2020, pour la première fois, la Banque mondiale a classé la Roumanie dans la catégorie des pays à revenu élevé, grâce à un RNB atteignant 12.600 \$ en 2019.

4. Adaptation et application des solutions existantes

La corruption n'est pas un problème haïtien, mais un phénomène mondial. Beaucoup de pays, conscients, des dégâts de ce fléau dans les sociétés, ont décidé de mener une bataille acharnée contre elle. Si la corruption n'est pas le seul mal qui détruit notre pays, elle est en grande majorité responsable. A la manière du Danemark et de la Roumanie, si nous adapterons ces solutions, nous pourrions un jour avoir une société plus viable. Quel que soit le pays considéré, le problème de la corruption a les mêmes causes et les mêmes effets. Cependant, d'une société à une autre, les conséquences peuvent être différentes. Pour une contre la corruption efficace en Haïti, il faut :



4.1. Des institutions fortes

Le document nommé « la Stratégie nationale de lutte contre la corruption » a mentionné ce point : « Renforcement du cadre institutionnel et légal de prévention et de répression de la corruption ». Les institutions comme ULCC, CNMP, OMRH, UCREF, travaillant dans la lutte contre la corruption doivent être renforcées et dotées de moyens nécessaires pour mener à bien leurs missions. Il faut réviser le cadre légal de la lutte de la corruption en Haïti, et revoir les sanctions. La justice doit être indépendante du pouvoir politique pour faire son travail correctement. Le CSPJ doit être l'organe qui gère la justice, le budget, le personnel, etc. Il faut rapatrier la fonction de la poursuite entre les mains de l'exécutif. Ainsi, le CSPJ aura plus de pouvoir pour contrôler le travail des magistrats, fixer les tarifs judiciaires et éliminer la circulation d'argent dans les tribunaux.

4.2. Instaurer le timbre des tarifs judiciaires

L'utilisation d'argent dans les tribunaux nourrit la corruption et chaque tribunal utilise ses propres tarifs pour les services judiciaires. Cela entraîne l'enrichissement, le détournement de fonds publics et porte atteinte aux justiciables et aux trésors publics. Pour remédier à ce problème, le CSPJ responsable du bon fonctionnement de la justice et de fixer les tarifs judiciaires, doit intégrer le timbre des tarifs judiciaires pour avoir le contrôle des fonds. Une décision innovante qui servira à mettre fin aux problèmes d'irrespect des tarifs judiciaires, d'enrichissement illicite et de détournement de fonds publics, etc.

4.3. Une culture de la transparence

Consolidation de la transparence dans la perception, le recouvrement et l'utilisation des recettes fiscales et douanières. Le Danemark publie chaque année le patrimoine des autorités. Ce qui veut dire, le salaire, les avantages des dirigeants ne sont pas des informations confidentielles. Or, en Haïti, le droit et l'accès à ces informations ne sont pas garantis. Il faut revoir la loi sur la déclaration de patrimoine ; une révision en profondeur pour insérer des articles pour garantir la transparence. Il faudra aussi promouvoir la formation et la sensibilisation contre la corruption.

4.4. La mobilisation citoyenne : Sensibilisation des populations quant aux effets néfastes de la corruption

La participation citoyenne et l'engagement citoyen constituent un levier important pour lutter contre la corruption, pour renforcer le contrôle social sur les politiques publiques et contribuer à leur amélioration. Quelle que soit la forme de cette participation, elle doit être montrée déterminante face à la lutte contre la corruption. Les médias, la société civile et la population doivent dénoncer les cas de corruption pour forcer les responsables à agir en conséquence. Une société civile (presse, université, citoyens, organisations) engagée dans la lutte contre la corruption a l'impérieuse obligation de dénoncer les cas de corruption, exige l'application de la politique « Tolérance Zéro » contre tous ceux et toutes celles qui auraient été reconnus coupable des actes de corruption.

4.5. L'éducation, une arme puissante contre la corruption

L'éducation représente une voie essentielle pour échapper à la pauvreté, tenant compte des corrélations entre la corruption et cette dernière. Donc, l'éducation est un moyen efficace pour lutter contre la corruption en mettant l'accent sur l'enseignement de sujets tels que l'éthique des affaires. Commencé dès le plus jeune âge ; de primaire jusqu'à l'ensemble du cursus scolaire, le secteur éducatif a la capacité de contribuer à un changement véritable et durable de notre société. Cela implique également de former des superviseurs et d'autres membres du personnel éducatif à traiter les questions éthiques lors de l'apprentissage tout au long de la vie. Incontestablement, l'éducation est cruciale pour prévenir la corruption. L'implication des jeunes dans des initiatives anticorruption a plus de chances de réussir s'ils se sentent parties prenantes.

4.6. Une volonté politique pour combattre la corruption dans l'administration publique

De bons signaux doivent être envoyés par le pouvoir exécutif et le pouvoir judiciaire avec des fonctionnaires et des magistrats qui décident de tracer des exemples. Il faut bannir de l'administration publique les corrompus et alourdir les peines avec des amendes optimales, suivant le cas et prononcer des peines d'emprisonnement ferme. La Roumanie a misé sur un corpus juridique solide avec des institutions spécialisées et fortes pour mener le combat contre la corruption. Un budget significatif est alloué à ces institutions et des nominations remarquables afin de placer l'homme ou la femme qu'il faut à la place qu'il faut. Exiger la signature d'un contrat d'intégrité avant d'entrer en fonction suivi de la déclaration de patrimoine dans un délai d'un mois sous peine de



déchéance. Ces dispositions doivent-être attribuées à l'ULCC et la CSCCA. Il faut créer une Direction de lutte contre la corruption et les crimes financiers avec les institutions comme : l'ULCC, le CONALD, la section Audit de la CSCCA, la CNMP ; nommer un Procureur général de la République contre les crimes économiques, une révision du système judiciaire qui doit-être mise en branle par le pouvoir exécutif. L'adaptation de ces solutions avec la réalité haïtienne demande un ensemble de dispositions. L'ensemble de ces dispositions ont été déjà mentionnés dans le document « La Stratégie nationale de lutte contre la corruption ».



Bibliographie

1- Arnault Barthoulot. Les conséquences de la corruption. Université Strasbourg, juin 2009.

2- Robert Klitgaard. Finances & Développement. Fighting corruption worldwide, mars 1998

Webographie

1. Gouvernance et Corruption en Haïti ;
<https://documents1.worldbank.org/curated/en/596181468249294128/pdf/501530WP0HT0GAC0Report0July160701PUBLIC1.pdf>

2. Gabriel Vedrenne. « <https://www.europe1.fr/economie/Anti-corruption-le-modele-danois-604778> », 03 décembre 2013.

3. <https://www.banquemondiale.org/fr/events/2020/10/06/early-detection-of-fraud-and-corruption-in-public-procurement-through-technology>

4. Virginie Ma-Dupont, mars 2016 « Roumanie : championne de la lutte contre la corruption en Europe ? | economie.gouv.fr » IGPDE

5. Transparency.org - Indice de perception de la corruption 2023 : Une.... 30 janvier 2024.

6. CETRI. Haïti : le dossier PetroCaribe en trois mots, Centre continental. « <https://www.cetri.be/IMG/pdf/haiti-dossier-petrocaribe3mots.pdf> »

7. Virginie Ma-Dupont. Anti-Corruption : le modèle Danois. « <https://www.europe1.fr/economie/Anti-corruption-le-modele-danois-604778> »

8. Virginie Ma-Dupont. Gestion publique, Note réactive, N° 81, mars 2016, « https://www.economie.gouv.fr/files/files/directions_services/igpde-editionspublications/revuesGestionPublique/IGPDE_Reactive_Roumanie_mars_2016.pdf?v=1671100201 »

9. Communiqué de presse mondial de l'Indice WJP de l'État de droit 2023, 25 octobre 2023 « <https://worldjusticeproject.org/news/wjp-rule-law-index-2023-global-press-release> »

10. CLAIRE CAMDESSUS, Danemark : point de situation économique et financière, mai 2023. « <https://www.tresor.economie.gouv.fr/PagesInternationales/Pages/553c78c8-9788-4891-a583-6fefff428bcb/files/a5ad46f3-b992-447f-9cf6-35186f0f1700> »



11. Jean-Baptiste Chastand et al. En Roumanie, la lutte anticorruption a fait naître une société civile. lemonde.fr. 08 février 2017 « https://www.lemonde.fr/europe/article/2017/02/08/une-mobilisation-anticorruption-sans-precedent-en-roumanie_5076242_3214.html »
12. Jean-Dominique Lafay, L'économie politique de la corruption | Cairn.info « <https://www.cairn.info/revue-internationale-et-strategique-2016-1-page-91.htm&wt.src=pdf>»
13. « <https://www.transparency.org/fr/press/cpi2023-corruption-perceptions-index-weakening-justice-systems-leave-corruption-unchecked> » IPC 30 janvier 2024
14. Présentation de l'économie roumaine - ROUMANIE | Direction générale du Trésor (economie.gouv.fr, Institut national des statistiques, 05 mai 2021. « <https://www.tresor.economie.gouv.fr/Pays/RO/presentation-de-l-economie-roumaine#:~:text=Avec%20une%20croissance%20annuelle%20moyenne%20de%20%2B6%2C2%20%25%2C,consommation%2C%20le%20cr%C3%A9dit%20et%20l%E2%80%99af%20flux%20de%20capitaux%20%C3%A9trangers.>»
15. Gouvernance et Corruption en Haïti - Résultats de l'Enquête Diagnostique sur la Gouvernance – Rapport Final, Mai 2007 ; 50157
« <https://documents1.worldbank.org/curated/en/596181468249294128/pdf/501530WP0HTOGAC0Report0July160701PUBLIC1.pdf>
16. ULCC, stratégie nationale de lutte contre la corruption, (SNLCC) « https://www.oas.org/juridico/PDFs/mesicic4_hti_strat.pdf »
17. Magaly Brodeur, 2012, Gouvernance et corruption en Haïti : Etats des lieux, impacts et enjeux, « <https://www.haiti-perspectives.com/pdf/1.2-gouv-corruption.pdf>

